

Cent soixante-cinquième session du Conseil

Point 7.2: Rapport de la trente-cinquième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique (1-4 septembre 2020) (C 2021/15)

Monsieur le Président,

Chers Membres,

Mesdames et Messieurs,

Au nom des participants à la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, j'ai l'honneur et le plaisir de présenter aux membres du Conseil les conclusions de la trente-cinquième session de ladite conférence régionale, qui s'est tenue à distance du 1^{er} au 4 septembre 2020.

Des représentants de 41 pays membres y ont participé. Parmi les observateurs figuraient des représentants de neuf organisations intergouvernementales et de 34 organisations internationales et non gouvernementales. Par ailleurs, des représentants de 13 organismes apparentés et institutions spécialisées du système des Nations Unies ont participé en qualité d'observateurs. Le rapport final contient un résumé des principales recommandations portées à l'attention du Conseil. La présente note propose un résumé de ces recommandations.

Au nom du Gouvernement et du Premier Ministre du Bhoutan, M. Lyonpo Tandi Dorji, Ministre des affaires étrangères, a déclaré que son pays était très honoré d'accueillir la Conférence régionale et s'est dit convaincu que celle-ci déboucherait sur des mesures qui contribueraient au renforcement de la résilience et à la prospérité de la région face à la pandémie actuelle.

Activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique: résultats et priorités

Les participants à la trente-cinquième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique ont accueilli favorablement les mesures prises pour relever les défis régionaux et les résultats obtenus en 2018 et 2019, en particulier dans le cadre des cinq initiatives régionales appuyées par la Conférence régionale à sa trente-quatrième session, à savoir: le Défi Faim zéro, l'Initiative en faveur de la croissance bleue, l'Initiative sur le changement climatique, l'approche «Un monde, une santé» et la composante Pacifique de l'Initiative interrégionale en faveur des petits États insulaires en développement (PEID).

Les participants à la Conférence régionale ont noté avec satisfaction l'approche programmatique qui a été appliquée aux activités mises en œuvre dans la région et ont approuvé les 14 domaines prioritaires du programme définis à l'appui de la mise en œuvre des quatre initiatives régionales renforcées et élargies pour 2020-2021. Ils ont mis l'accent sur l'importance de la collaboration et des partenariats entre les organismes sis à Rome et se sont félicités des progrès accomplis par la FAO, qui a conclu des partenariats avec d'autres organismes du système des Nations Unies et des institutions régionales, notamment l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et la Communauté du Pacifique (CPS).

Les participants à la Conférence régionale ont recommandé à la FAO de s'assurer que l'initiative régionale élargie sur le changement climatique et la promotion de la gestion et de l'utilisation durables des ressources naturelles soit particulièrement axée sur les aspects humains, sociaux et économiques de la gestion de l'eau, la croissance bleue dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, la résilience de la pêche artisanale, la conservation des forêts et la réduction des risques liés au changement climatique, ainsi que de mobiliser les solides et nombreuses capacités et compétences de la région afin de trouver des solutions face aux différents enjeux, en mettant à profit ces solutions à l'aide de mécanismes comme la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et l'Initiative Main dans la main, en favorisant la participation de la société civile, en particulier des agriculteurs familiaux et du secteur privé, et en concluant de nouveaux partenariats.

Les participants à la Conférence régionale ont aussi recommandé à la FAO d'adapter ses compétences techniques en fonction des besoins de la mise en œuvre du Programme de développement durable à

l'horizon 2030 (Programme 2030) et de redéfinir le profil des membres du personnel du Bureau régional et des bureaux de pays, conformément aux nouveaux ajustements apportés au Programme de travail et budget 2020-2021 et approuvés par le Conseil, à sa cent soixante-quatrième session, ainsi que de s'assurer du caractère participatif et transparent du processus visant la mise au point du nouveau Cadre stratégique.

Réseau de bureaux décentralisés

Les participants à la Conférence régionale ont salué les efforts que la FAO continuait de mobiliser afin de mettre en œuvre le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement à l'échelle de la région et des pays, de mettre en évidence et d'exploiter les nouvelles perspectives de collaboration avec d'autres organismes du système des Nations Unies et d'être à la hauteur des ambitions affichées dans le Programme 2030. Ils ont souscrit aux efforts de renforcement des capacités stratégiques et techniques consentis pour que la FAO joue un rôle moteur dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) pertinents dans la région, notamment ceux dont elle est garante, et pour qu'elle contribue efficacement aux nouveaux cadres de coopération du système des Nations Unies et à l'analyse commune de pays, et ont souligné l'importance du soutien sans réserve apporté aux bureaux décentralisés par le Siège de la FAO afin d'assurer l'impact de l'Organisation aux niveaux national, sous-régional et régional. Ils ont aussi demandé à la FAO de poursuivre l'examen et la transformation des bureaux décentralisés, d'en adapter les modèles d'activité pour assurer une plus grande souplesse et une plus grande efficacité de l'utilisation des ressources financières et humaines de l'Organisation et, ainsi, de pouvoir mieux répondre aux besoins des pays membres, en concertation avec les pays concernés.

Établissement de priorités concernant les besoins des pays et des régions

Les ministres et les délégués ont encouragé la FAO à poursuivre sa collaboration avec des institutions régionales telles que l'ANASE, l'ASACR et la CPS dans l'élaboration d'approches mises en œuvre plus efficacement à l'échelle de la région, par exemple dans les domaines de la cohérence des politiques, des statistiques, de la recherche-développement, du contrôle des risques de zoonoses, de la lutte contre les ravageurs et les maladies transfrontières et de la promotion de technologies numériques novatrices.

Les ministres et les délégués ont mis en avant la gestion durable des ressources foncières, hydriques, forestières et halieutiques. Ils ont aussi insisté sur la nécessité de mettre en place des systèmes de biosécurité efficaces et d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la filière d'approvisionnement en renforçant l'approche «Un monde, une santé», afin de réduire le risque de zoonoses et la résistance aux antimicrobiens et de prévenir les pandémies dans toute la région. Ils ont réitéré l'idée qu'il fallait traiter la menace que représentaient pour l'agriculture les ravageurs des végétaux et les maladies animales transfrontières, par exemple la légionnaire d'automne, le criquet pèlerin, la peste porcine africaine et le rhinocéros du cocotier. Dans le contexte de la pandémie de covid-19, il est plus important que jamais de prendre des mesures globales pour relever ces défis.

Les participants à la Conférence régionale ont affirmé que la transformation numérique et l'innovation pouvaient contribuer à améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture. Ces éléments revêtent une importance croissante, en particulier là où il y a de vastes zones à couvrir, où le terrain et les conditions météorologiques sont particulièrement difficiles et où les infrastructures sont insuffisantes. Promouvoir une agriculture novatrice de précision et des pratiques agricoles intelligentes pourrait permettre d'améliorer la productivité, notamment celle des petits exploitants, des agriculteurs familiaux et des moyens et gros producteurs.

Les ministres et les délégués ont reconnu le rôle vital des petits exploitants, des agriculteurs familiaux et des pêcheurs, y compris les femmes et les jeunes, dans la concrétisation des ODD du Programme 2030 et ont appelé à offrir à ces acteurs tout le soutien nécessaire pour qu'ils puissent réaliser pleinement leur potentiel, notamment dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028). Ils ont aussi souligné les efforts qu'ils consentaient pour investir dans la recherche, la vulgarisation et les systèmes d'éducation agricoles, afin d'atteindre les objectifs qui consistent à transformer l'agriculture et les systèmes alimentaires au moyen de services de formation et de vulgarisation améliorés. Cette démarche est également indispensable pour attirer les jeunes vers l'agriculture, encourager les entrepreneurs agricoles et aider les pays, en particulier ceux dont la population agricole est vieillissante.

Programme de travail pluriannuel 2020-2023 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Les participants à la session ont approuvé le Programme de travail pluriannuel pour 2020-2023 ayant pour objet de donner un cadre aux activités de la Conférence régionale, ont préconisé un examen régulier et systématique des résultats et de l'efficacité des travaux de la Conférence régionale et ont dit attendre avec intérêt de recevoir un rapport à ce sujet lors de la prochaine session.

Date et lieu de la trente-sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Les participants ont recommandé d'accepter l'offre du Gouvernement du Bangladesh, qui a aimablement proposé d'accueillir la trente-sixième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, en 2022.

*Monsieur Lyonpo Yeshe Penjor,
Président de la trente-cinquième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
Ministre de l'agriculture et des forêts du Royaume du Bhoutan*